

Séance du 23 mars 2021

DELIBERATION
N° CFVU-2021-03-PMD-047

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 33
Voix favorables : 33
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

relative au régime des études et contrôle des connaissances

Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Droit du Numérique
Parcours Droit, Numérique, I.A.

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 février 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit du Numérique, parcours Droit, Numérique, IA.**

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 **Objectifs de la formation**

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit du Numérique parcours Droit, Numérique, IA est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir et de renforcer des connaissances et des compétences en droit du numérique ainsi qu'en informatique. Seront en particulier appréhendés le traitement de données, la cyber sécurité et l'intelligence artificielle.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 **Conditions d'accès**

Droit à poursuite d'études : étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse Capitole en 1^{ère} année de master Mention Droit du numérique parcours type Droit, numérique, IA.

L'accès en deuxième année d'une formation du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1^{ère} année du Master Mention Droit du numérique parcours type Droit, numérique, IA à l'Université Toulouse Capitole.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

ARTICLE 3 **Redoublement**

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par le/la Président-e sur avis du jury d'examen.

ARTICLE 4 **Mobilité Internationale - Césure**

4. 1. Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

4. 2. Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un-e étudiant-e, inscrit-e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par Le Président de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences, donnant droit à des crédits (ECTS).

Le contenu des U. E. et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont décrites en annexe.

L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant.

ARTICLE 6 Voie professionnelle et voie recherche

Pour l'UE6, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

Pour la voie professionnelle, l'étudiant peut :

- effectuer un stage en entreprise d'une durée minimale de quatre mois ou
- suivre la formation en alternance, par le biais d'un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage

Dans les deux cas, la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Cette immersion en milieu professionnel donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dans le cadre d'un stage classique ou d'un rapport d'activité dans le cadre d'une alternance. Ce rapport fait l'objet d'une soutenance orale devant un jury dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas-là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :

- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise.

Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignant-es de la spécialité. Le mémoire est soutenu devant un jury et la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 7 Organisation des examens

Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement.

ARTICLE 8 **Modalités d'évaluation de la session d'examen**

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen écrit ou oral ou par un contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à un examen est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, peut être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande, accompagnée des éléments de nature à justifier son absence, au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session unique.

Le Président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis d'une commission dont elle arrête la composition.

ARTICLE 9 **Charte des examens**

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 10 **Bonifications**

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11 **Condition de validation des unités et des semestres**

Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

- Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

- Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation.

- Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la note moyenne (10/20).

- Par compensation :

Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives. Dans ce cas, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

ARTICLE 12 **Conditions d'obtention d'une mention**

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 13 **Délivrance du diplôme de master**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Compétences associées

Annexe 3 : Liste des bonifications proposées par la
composante dans le cadre de la formation

Annexe 1 : Master 2 mention droit du Numérique- parcours Droit, Numérique, IA. - Année 2021-2022- SEMESTRE 3

ENSEIGNEMENTS	Statut	Porteur	Mutualisé avec	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
COMPÉTENCES SPECIALISEES										
UE1 : MAITRISE DES ASPECTS TECHNIQUES ET DE L'ENCADREMENT JURIDIQUE DE L'IA										
Droit et Ethique de l'IA	Obligatoire			3	30		Ecrit 2h	60		120
Sciences et techniques de l'IA	Obligatoire			3	24	6	Contrôle Continu		60	
UE 2 : TRAITEMENT DE DONNEES NUMERIQUES										
Gouvernance de la donnée	Obligatoire			4	30		Ecrit 2h	80		200
Sciences et techniques des données	Obligatoire			6	36	45	Contrôle Continu	80	40	
UE 3 : CYBERSECURITE : PROTECTION ET REGULATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION										
Droit de la Cybersécurité	Obligatoire			4	30		Ecrit 2h	80		180
Science et technique de la Cybersécurité	obligatoire			5	40	12	Contrôle Continu	80	20	
UE 4 : ENTREPRISE NUMERIQUE										
Encadrement juridique du cœur d'activité	Obligatoire			4	19	9	Ecrit 2h & Contrôle continu	50	30	160
Transformation numérique de l'entreprise	Obligatoire			4	12	48	Contrôle Continu	20	60	
UE5 : COMPRENDRE L'EVOLUTION DU NUMERIQUE ET MENER UNE APPROCHE CRITIQUE										
Ecosystème juridique interne, national et international	Obligatoire			3	28		Contrôle Continu	60		140
Culture numérique et Informatique avancée	Obligatoire			4	30	58	Contrôle Continu	50	30	
Bonification										2 X 2 %
TOTAL SEMESTRE				40	249	120		560	240	800

Annexe 1 : Master 2 mention droit du Numérique- parcours Droit, Numérique, IA. - Année 2021-2022- SEMESTRE 4

ENSEIGNEMENTS	Statut	Porteur	Mutualisé avec	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
COMPÉTENCES TRANSVERSALES										
UE6 : USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Obligatoire			5	3		Rapport d'activité Rapport de stage Mémoire de recherche & Soutenance			200
UE7 : APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Obligatoire			5						
UE 8 : COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Obligatoire			5			Grand Oral			200
UE 9 : DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Obligatoire			5						
Bonification										2 x 2 %
TOTAL SEMESTRE 4				20	3					400
TOTAL ANNEE				60	252	120				1200

Annexe 2 : Compétences associées - Master 2 mention droit du Numérique - parcours Droit, Numérique, IA - année universitaire 2021 2022

BLOCS DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE
COMPÉTENCES TRANSVERSALES		
USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Se servir de manière autonome des outils numériques	UE6
APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif	UE7
COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances à l'oral et à l'écrit en français	UE8
DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISE	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques	UE9
COMPÉTENCES DE SPECIALITE		
MAITRISE DES ASPECTS TECHNIQUES ET DE L'ENCADREMENT JURIDIQUE DE L'IA	Anticiper les impacts des évolutions technologiques de l'IA et de la robotisation sur l'activité de l'entreprise. Appliquer les règles juridiques générales en matière d'IA Appliquer les règles juridiques sectorielles en matière d'IA (véhicule autonome, police et justice prédictives, santé, ...). Identifier les diverses technologies d'IA adaptées à une problématique (symbolique, connexionniste...) et les domaines d'application (systèmes experts, calcul formel, représentation de connaissances, TALN, reconnaissance/synthèse de parole, images, optimisation, systèmes complexes). Entraîner une IA sur des jeux d'apprentissage. Comprendre les bases des sciences cognitives. Identifier les limites de l'apprentissage artificiel par rapport à la cognition humaine.	UE1
TRAITEMENT DE DONNEES NUMERIQUES	Veiller à la conformité de traitements de données à caractère personnel dans un contexte donné. Assurer la sensibilisation des collaborateurs en matière de traitement de données à caractère personnel. Mettre en œuvre les outils de la conformité en matière de traitement de données à caractère personnel (registre, mention d'information, formulaire de recueil de consentement, ...) Savoir mesurer les risques et accompagner la mise en œuvre d'une étude d'impact (PIA) dans le cadre d'un traitement de données à caractère personnel. Concevoir et programmer un algorithme interactif de traitement de données.	UE2

	<p>Modéliser un système (UML)</p> <p>Concevoir et mettre en place une base de données</p> <p>Concevoir et effectuer des requêtes</p>	
<p>CYBERSECURITE : PROTECTION ET REGULATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION</p>	<p>Accompagner les informaticiens et faire des préconisations pour adapter le niveau de sécurité des SI et ainsi contribuer à l'élaboration d'un plan d'action convenant à l'organisation.</p> <p>Mettre en œuvre une politique de sécurité des données personnelles</p> <p>Etablir et mettre en œuvre une procédure « de crise » et procéder à une notification en cas de violation d'un système d'information.</p> <p>Piloter les démarches aux fins d'obtention du statut de tiers qualifié (référentiel ANSSI).</p> <p>Comprendre l'architecture d'un SI, identifier les composants et leur représentation.</p> <p>Comprendre les motivations et le niveau réel des pirates pour monter une attaque.</p> <p>Comprendre les explications techniques sur des failles de sécurité ainsi que les limites des protections.</p> <p>Faire le lien entre analyse de risques PSSI et étude d'impact.</p> <p>Comprendre les explications techniques sur une intrusion</p>	UE3
<p>ENTREPRISE NUMERIQUE</p>	<p>Sécuriser juridiquement l'activité d'une structure dans le cadre de relations BtoB, BtoC ou de prestations de services d'intermédiation (rédaction de CGV/CGU, rédaction de contrats informatiques)</p> <p>Répondre à une commande issue du monde professionnel dans le cadre d'un projet en équipe.</p> <p>Déterminer et faire comprendre les temps d'intervention de l'équipe juridique au sein de la chronologie d'un projet.</p> <p>Présenter des préconisations juridiques à des commanditaires issus du monde professionnel lors d'une soutenance de restitution.</p> <p>Travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire et savoir tirer profit des compétences issues de chaque discipline.</p> <p>Savoir travailler en mode AGILE (SCRUM, etc.).</p> <p>Modéliser des processus pour dialoguer avec des informaticiens (BPMN).</p>	UE4
<p>COMPRENDRE L'EVOLUTION DU NUMERIQUE ET MENER UNE APPROCHE CRITIQUE</p>	<p>Maîtriser l'encadrement juridique de l'activité digitale dans ses aspects matériels (infrastructures réseau).</p> <p>Comprendre les bases du fonctionnement de l'internet.</p> <p>Réfléchir, anticiper et optimiser les modèles de régulation de l'activité digitale (co-régulation, autorégulation => chartes éthiques, codes de conduite, ...) dans un contexte national et international</p> <p>Expérimenter les architectures digitales (matérielles et systèmes).</p> <p>Prototyper des systèmes matériel/logiciel (arduino, impr 3D, découpe laser, etc.).</p> <p>Expérimenter les nouveaux dispositifs d'immersion dans les espaces numériques.</p> <p>Comprendre les mécanismes résilients des systèmes bio-inspirés et appréhender l'évolution vers la programmation du vivant.</p> <p>Appréhender la complexité de la société numérique.</p> <p>Évaluer dans une dimension critique les structures et organisations des réseaux sociaux.</p> <p>Initier une démarche créative Art/Science.</p>	UE5



ANNEXE 3 – BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques.

Liste des enseignements donnant droit à bonification :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /

Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants qui profitent des bonifications.

Engagement citoyen : Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiant-es dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;
- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiant-es dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla